

## Situation économique et financière de l'Ouganda

L'Ouganda devrait bénéficier en 2020 d'une grande résilience économique face à la crise, avec une croissance du PIB prévue à 3,5%. Ce niveau induirait tout de même un appauvrissement du fait de la croissance démographique parmi les plus élevées au monde (3,6%). En raison de la forte dégradation de la balance des services du fait de la baisse du tourisme, le déficit courant devrait s'aggraver à 9,9 % du PIB en 2019/20 contre 8,6 % l'année précédente. Conséquence du creusement du déficit budgétaire (+0,7 point à 7,7% du PIB), la dette publique devrait dépasser le plafond de 50 % du PIB que s'étaient donné les autorités d'ici à 2021, et atteindre 51,5 % après 45,1 % fin 2019.

### 1. Éléments structurels sur l'économie

**Avec un PIB estimé à 36,5 Mds USD pour 2019/20 et une population de 40 M d'habitants, l'Ouganda est la troisième économie de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE).** La croissance du PIB était de 7,5 % par an pendant la décennie 2000, pour ralentir à 2,5 % en 2012 puis revenir aux alentours de 5,0 % en moyenne annuelle depuis. La croissance démographique (3,6 % par an) limite l'augmentation du PIB par habitant, à 935 USD. Une transformation structurelle de l'économie était à l'œuvre avant la crise : si l'économie est dominée par les services – 46 % de la Valeur ajoutée en 2019 – l'industrie (27 %) serait désormais équivalente à l'agriculture (27 %) dans la décomposition du PIB. Le secteur primaire concentre néanmoins toujours 73 % de la population active (contre 7 % pour l'industrie).

**L'explosion démographique fragilise l'objectif de devenir un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure d'ici 2040.** En 2007, le président Museveni a formé le souhait de « transformer la société ougandaise, pour la faire passer d'un stade rural à une économie moderne et prospère, d'ici 30 ans ». Cette vision a été articulée en 2013 dans la stratégie *Uganda Vision 2040* visant un revenu par tête à 9500 USD en 2040, soit dix fois plus qu'actuellement. Compte tenu de la croissance démographique, l'atteinte d'un tel objectif nécessiterait une croissance annuelle de 15% d'ici 2040.

**La faible inclusivité de la croissance freine les progrès sociaux.** Le taux de pauvreté<sup>1</sup> a été réduit de 56,4% en 2006 à 35,9% en 2012, pour revenir à 41,7% en 2016. Le pays est classé 159<sup>ème</sup> sur 189 pays pour l'IDH, et un Ougandais sur trois vit encore dans une situation d'extrême pauvreté, en particulier dans les régions du Nord et de l'Est. L'accroissement de la population contrebalance les efforts engagés en matière de lutte contre la pauvreté. Sur les 700 000 jeunes arrivant sur le marché de l'emploi chaque année, seuls 90 000 trouvent un emploi formel<sup>2</sup>.

### 2. Conjoncture économique

**La crise du COVID-19 devrait ramener la croissance à 3,3 % du PIB en 2019/20 contre des estimations antérieures de l'ordre de 6,0 %.** La désorganisation des chaînes d'approvisionnement qui pénalise la production industrielle, la construction et le commerce, la chute de la demande des principaux partenaires commerciaux, et la suspension des activités touristiques expliquent cet impact. Depuis 2016 le premier fournisseur de l'Ouganda est la Chine, qui représente 15,0 % des importations ougandaises, suivie par l'Inde (12,7%). Les mesures de distanciation sociale pénalisent également l'activité, particulièrement les services qui pèsent pour 46% dans la formation du PIB. En mars, face à la fuite de capitaux, la devise s'est dépréciée de 5,7 % face à l'USD.

**Le déficit courant devrait s'aggraver à 9,9 % du PIB en 2019/20 contre 8,6 % l'année précédente.** Si le déficit commercial devrait s'améliorer à 6,5 % du PIB contre 8,4 % en 2018/19, la chute des importations étant plus forte que celle des exportations, la balance des services devrait se dégrader fortement du fait de la baisse

<sup>1</sup> 2016 Poverty Assessment, Banque mondiale. Le seuil international de pauvreté est de 1,90 USD par jour.

<sup>2</sup> Selon les données de la National Planning Authority.

du tourisme, pour atteindre un déficit de 3,9 % du PIB. Enfin, les transferts de la diaspora devraient diminuer de 40 % en 2019/20 et 2020/21 à 812 et 725 MUSD contre 1 370 MUSD en 2018/19. La révision à la baisse de flux d'IDE entrants de 2,2 et 2,6 % du PIB en 2019/20 pèsera sur le financement du compte courant : seul deux-tiers des besoins de financement extérieurs sont couverts pour 2019/20 et 2020/21. En dépit du soutien du FMI et de la Banque Mondiale, les autorités devraient puiser dans les réserves de change pour 700 MUSD pour 2019/20, abaissant les réserves à 3,5 mois d'importations soit 2,5 Mds USD. Pour 2020/21, il resterait 434 MUSD de financements à identifier.

**Le déficit, initialement attendu à 7,0 % du PIB en 2019/20 devrait augmenter de 0,7 point de PIB.** Les recettes domestiques atteindraient 12,9 % et les dons 0,7 % du PIB portant les recettes totales à 13,6 % du PIB contre une estimation initiale de 14,7 %. Les dépenses sont prévues à 21,2 % du PIB. Les autorités prévoient 237 MUSD de dépenses supplémentaires contre la pandémie (soit 0,7 % du PIB) tout en réduisant d'un point de PIB les dépenses de développement à 9,0 % du PIB et en limitant la hausse des dépenses récurrentes à 11,5 % du PIB. Le financement du déficit public n'est couvert qu'à 85 %, réparti entre l'endettement externe (4,3 % du PIB, dont 1,1 % non-concessionnel) aux deux-tiers et l'endettement domestique (2,2 % du PIB).

### 3. Situation de la dette publique

**Conséquence du creusement du déficit, la dette publique devrait dépasser le plafond de 50 % du PIB que s'étaient donné les autorités d'ici à 2021, et atteindre 51,5 % après 45,1 % fin 2019.**

**La dette publique est à 70 % externe**, dont 72% en multilatéral et 28% en bilatéral. Elle reste largement concessionnelle, avec un taux d'intérêt moyen de 1,5 %, mais la montée récente de l'endettement bilatéral inquiète. **Le FMI maintient le risque de surendettement du pays à « faible », mais souligne les fortes vulnérabilités. La part domestique est de 13,1 % du PIB et se partage à 75/25 en T-Bonds et T-Bills.** Sa maturité moyenne est faible (4 ans) et son taux d'intérêt nominal élevé (13,8 %). Plus de 36 % de l'encours disposent d'une échéance inférieure à une année, signalant un potentiel risque de liquidité.

**Fin 2019, le service de la dette externe représentait 20 % des recettes domestiques** (16% intérêts et 4% principal). L'Ouganda pourrait demander à bénéficier du moratoire sur le service de la dette bilatérale de mai à décembre 2020. Si le montant éligible n'est pas exactement connu, le service représente 186 MUSD pour juin à décembre, dont 44 % dus aux créanciers bilatéraux.